

14 Economie

«Donald Trump joue à l'équilibriste»

COMMERCE Le président américain peut-il diriger la première puissance mondiale comme il gérait ses affaires? Thomas Costerg, économiste spécialiste des Etats-Unis chez Pictet Wealth Management, décortique la méthode et le style du dirigeant populiste

PROPOS RECUEILLIS PAR RAM ETWAREEA
@ram52

Thomas Costerg, économiste spécialiste des Etats-Unis chez Pictet Wealth Management, explique comment le président américain Donald Trump s'inspire du livre *The Art of the Deal* qu'il a écrit en 1987, tant pour satisfaire son électorat que pour gérer les relations internationales.

Quelle sera vraisemblablement l'attitude du président Donald Trump à l'égard de ses six homologues qu'il rencontrera ces vendredi et samedi au sommet du G7? Et réciproquement? L'introduction début juin de tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium, qui touchent particulièrement les voisins canadien et mexicain ainsi que l'Union européenne, a été vécue comme une quasi-trahison par ces pays qui se considèrent comme des alliés historiques des Etats-Unis. L'affaire n'est toujours pas digérée; le G7 va donc certainement s'ouvrir dans une certaine tension. Le risque le plus important est que la réunion tourne au dialogue de sourds, voire que le président Trump fasse dans la surenchère étant donné que ces pays ont déjà menacé de riposter avec leurs propres tarifs. Concernant le format du G7, il n'est pas sûr qu'il convienne à Trump. En effet, celui-ci préfère plutôt les discussions bilatérales.

«Concernant le format du G7, il n'est pas sûr qu'il convienne à Trump. En effet, celui-ci préfère plutôt les discussions bilatérales», explique Thomas Costerg, économiste spécialiste des Etats-Unis chez Pictet Wealth Management.
(SUSAN WALSH/AP)



INTERVIEW

Donald Trump n'est-il pas simplement en train de respecter sa promesse d'«America First» qui lui a valu son élection? Le président Trump a surtout réussi à former une alliance improbable entre conservateurs américains classiques et populistes anti-commerce qui se disent inquiets face à la mondialisation.

Quel est le problème? C'est une alliance instable parce que le «trumpisme» n'est pas cohérent. Il va donc présider sous tension permanente et jouer à l'équilibriste. Parce que les intérêts de l'establishment conservateur à Washington ne sont pas les mêmes que ceux de son électorat, qui est divers. La confusion éclate au grand jour lorsque l'Amérique profonde, qui n'aime pas la mondialisation, découvre qu'elle doit quand même vendre son soja et autres produits agricoles à la

Chine. Les cercles de Wall Street n'aiment pas le yoyo boursier lié aux incertitudes créées par les tensions commerciales internationales. Avec les surtaxes sur l'acier et l'aluminium, il a déplu au secteur manufacturier. Enfin, les producteurs de pétrole de schiste, qui sont devenus une force exportatrice, notamment vers l'Asie, rejettent aussi la politique protectionniste de Trump.

Quelles sont les forces en présence au sein de l'administration Trump? Sa politique commerciale attire toutes les attentions. On sait que deux écoles s'affrontent au sein de l'administration Trump. La première est menée par Steven Mnuchin, le secrétaire d'Etat au Trésor, qui est plutôt conciliant et tourné vers la recherche de compromis. A l'opposé, l'autre incarnée par Wilbur

RÉUNION DU G7

Seul contre tous

Le compte n'y est plus: les dirigeants des pays du G7 arrivent à partir de jeudi au Canada pour un sommet qui mériterait de s'appeler «G6+1», tant le ton monte entre un Donald Trump arc-bouté sur la défense des intérêts commerciaux américains et des alliés à bout de patience.

La rupture pourrait s'écrire noir sur blanc dans un communiqué signé seulement par le Canada, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon, à l'issue de la rencontre vendredi et samedi à La Malbaie, au Québec. Si Donald Trump n'arrive pas à fissurer ce front commun.

Le président français Emmanuel Macron a assuré jeudi que Canadiens, Européens et Japonais ne sont «pas prêts à renoncer à tout pour avoir cette signature» de Donald Trump sur un communiqué commun. Avant l'élection de Donald Trump, il était de bon ton pour le communiqué final du G7 de fustiger les dangers du «protectionnisme». Et de louer la coopération internationale en matière de diplomatie et de protection de l'environnement. ■ ATS

Ross, secrétaire d'Etat au Commerce, veut en découdre avec tout le monde. Il est inquiétant de constater que ce dernier ne veut pas s'engager à trouver des compromis.

Comment le président gère-t-il cette situation? Donald Trump se base sur une logique double. En premier, il reprendra la méthode utilisée dans les années 80 par le président Ronald Reagan, qui avait conclu un marché avec le Japon pour limiter les exportations d'automobiles, entre autres. Il se reposera aussi beaucoup sur son livre de référence, écrit dans les années 80: *The Art of the Deal*. C'est l'art de pousser ses interlocuteurs dans leurs derniers retranchements avant de faire des concessions. Donald Trump a beaucoup utilisé cette technique lorsqu'il dirigeait son empire immobilier.



THOMAS COSTERG
ÉCONOMISTE
SPÉCIALISTE
DES ÉTATS-UNIS
CHEZ PICTET WEALTH
MANAGEMENT

«Le risque le plus important est que le G7 tourne au dialogue de sourds, voire que le président Trump fasse dans la surenchère»

Mais celle-ci ne peut pas être aussi facilement reproduite dans la gestion d'un Etat où la chaîne de commandement n'est pas la même que dans une entreprise. Et encore moins dans les relations internationales.

A quoi faut-il s'attendre, selon vous?

Le premier scénario est que le président Trump restera dans la rhétorique et que les tensions resteront importantes. Mais sans qu'il y ait de vraie guerre commerciale, parce que les intérêts de différents lobbys aux Etats-Unis seront affectés. Le deuxième scénario dépendra des résultats des élections à mi-mandat du Congrès. Si les républicains perdent la majorité, ce sera la paralysie à laquelle les Américains ont été habitués, notamment sous l'ère Obama.

Mais en fin de compte, l'économie américaine se porte bien. N'est-ce pas cela l'essentiel? C'est vrai. La croissance est au rendez-vous et l'un des indicateurs phares, le chômage, a baissé à seulement 3,8% en mai. La longévité de la croissance est impressionnante. Les baisses d'impôt ont participé à l'embellie. Mais ce n'est pas la fin de l'histoire. Il reste à voir maintenant les résultats des graines de l'incertitude semées par le président Trump, notamment sur le plan du commerce international. Attendons donc 2019. ■

Orllati passe de la discrétion aux paillettes

CONSTRUCTION Le groupe qui emploie 800 collaborateurs dans le canton de Vaud organise samedi des journées portes ouvertes sur son site à Bioley-Orjulaz

Après des années de mutisme, Orllati prend un virage à 180 degrés en matière de communication. Une métamorphose qui a de quoi surprendre. Vendredi, le groupe inaugure sa gravière du Mont-de-Melley sur la commune de Bettens (VD), avec petits fours et Yves Rossy, alias «Jetman», comme invité d'honneur.

Et samedi aura lieu le «Orllati Day», une journée portes ouvertes du site de Bioley-Orjulaz (VD). Visite didactique à pied ou en petit train de la gravière, food trucks, jeux, surprises et animations pour les enfants, démonstration de vélo trial et séance de dédicace avec des joueurs du LHC sont au programme.

«Nous attendons samedi jusqu'à 1000 personnes en fonction de la météo», prévient Véronique Chaignat, la nouvelle direc-

trice de la communication, qui ne voit rien d'inhabituel à organiser ce type d'événement dans le secteur du terrassement et de la démolition. «Tout le monde connaît le groupe Orllati pour ses activités, mais peu de personnes connaissent son histoire et ses valeurs. Nous employons actuellement 800 collaborateurs. L'entreprise a grandi de manière exponentielle et la direction a pris conscience qu'il devenait nécessaire d'avoir une vraie cellule de communication au sein de l'entreprise.»

Traitement des terres polluées

Après plus de trente ans d'études et de démarches administratives, le groupe fête le permis d'exploiter sa gravière du Mont-de-Melley. Cette installation, qui a nécessité un investissement de plus de 20 millions de francs, permet de gérer toute la filière des matériaux. Cela est rendu possible grâce notamment à une plateforme de traitement des terres polluées qui évitera d'envoyer ces déchets en Suisse alé-

manique. «Il est désormais possible de produire des graviers localement pour approvisionner les chantiers de la région du Grand Lausanne», explique le groupe, qui, pour clarifier son image, a aussi regroupé, fin 2017, toutes ses entreprises sous la raison sociale Orllati, aussi bien LMT, Forasol, Ramelet, Steckmetal, AMI ou Bioley Environnement.

Enfin, les événements du week-end ont certainement aussi pour vocation de tordre le cou aux rumeurs malveillantes qui ont secoué l'entreprise. Pour rappel, Bernard Nicod, un détective privé et l'ancien rédacteur en chef de *24 heures* Fabien Dunand ont dénoncé une pollution imaginaire dans le Gros-de-Vaud. Ils sont aujourd'hui prévenus par la justice vaudoise. «Le groupe n'entend pas s'exprimer sur ce sujet. Nous le ferons si nécessaire en temps opportun», a précisé Véronique Chaignat. ■

GHISLAINE BLOCH
@BlochGhislaine

EN BREF

Une Autrichienne a obtenu le remboursement de son diesel VW

Un tribunal autrichien a ordonné à un concessionnaire de rembourser intégralement à une cliente le véhicule Volkswagen qu'elle lui avait acheté, en raison de la présence d'un logiciel truquant les niveaux d'émissions de gaz polluants, a annoncé jeudi l'avocat de la cliente. Selon ce jugement de première instance, le concessionnaire doit reprendre le véhicule, acheté 26500 euros en 2012, en versant à la cliente un prix supérieur au prix d'achat, soit 29000 euros, en raison des intérêts. AWP/ATS

Berne ne veut pas subir les mesures de Bruxelles contre Washington

La secrétaire d'Etat à l'économie Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch a rencontré plusieurs représentants de la Commission européenne ces derniers jours. Les discussions ont surtout porté sur les possibles mesures de rétorsion contre les droits de douane américains. L'Union européenne va introduire en juillet des droits de douane sur divers produits américains, mais ceux-ci ne concernent pas directement la Suisse, a-t-elle déclaré jeudi à Bruxelles. De son côté, la Confédération ne prévoit pas d'introduire de tels droits de douane contre les Etats-Unis. La Suisse s'inquiète toutefois des possibles mesures de protection. Ces dernières pourraient avoir «un impact direct sur notre commerce», a-t-elle souligné. AWP/ATS

TOURISME

Les nuitées ont progressé sur la saison hivernale 2017/2018

L'hôtellerie suisse a enregistré 16,5 millions (+4,6%) de nuitées lors de la saison d'hiver, de novembre 2017 à avril 2018, a indiqué jeudi l'OFST. La demande indigène a progressé de 3,5%, à 7,8 millions de nuitées. La demande étrangère a pour sa part grimé de 5,6%, pour atteindre 8,7 millions d'unités. AWP/ATS